Zeitschrift: Horizons : le magazine suisse de la recherche scientifique
Herausgeber: Fonds National Suisse de la Recherche Scientifique
Band: 21 (2009)
Heft: 80

Artikel: "La sécurité absolue n'existe pas"
Autor: Hafner, Urs / Baltensperger, Ernst
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-970968

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 23.08.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

« La **sécurité absolue** n'existe pas »

La crise financière actuelle défie les économies, les marchés financiers... et les économistes. Que va-t-elle changer ? Le point de vue d'Ernst Baltensperger, professeur émérite d'économie politique.

PAR URS HAFNER

PHOTOS DEREK LI WAN PO

La futurologie n'est pas une discipline scientifique, mais comment se fait-il que les économistes n'aient pas perçu les symptômes de la crise financière actuelle ?

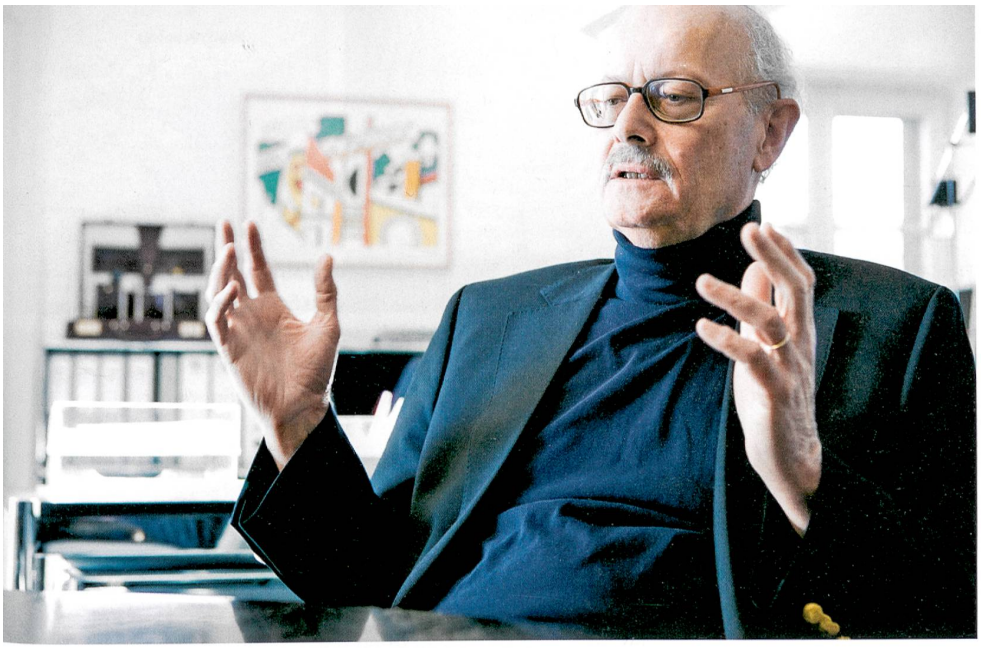
Ernst Baltensperger : De nombreux scientifiques et quelques acteurs ont bel et bien vu se dessiner certains déséquilibres et problèmes : les marchés ne faisaient plus de distinction entre risques faibles et risques importants et l'endettement, sur le plan national et international, prenait des proportions gigantesques. En revanche, personne n'a vu venir la dimension dramatique de la crise que nous traversons aujourd'hui, notamment les événements de l'automne dernier, sauf, évidemment, ceux qui après coup prétendent avoir tout prévu et ceux qui ont toujours prophétisé une grande crise.

L'économie est une science sociale qui se penche sur la manière dont les gens échangent des biens. Pourtant, elle recourt aujourd'hui beaucoup aux mathématiques et aux statistiques. Cette propension à l'abstraction est-elle devenue telle que l'économie a perdu tout aspect empirique ?

Je ne crois pas. En réalité, cette utilisation de méthodes statistiques et économétriques montre qu'aujourd'hui, l'économie est fortement tournée vers l'empirisme. Les mathématiques sont utiles si l'on connaît leurs limites. La plupart des articles publiés dans les revues spécialisées sont empiriques. L'idéal, en économie, c'est une combinaison de théorie et d'empirisme mathématiquement et statistiquement fondé.

Posons la question différemment : cet empirisme passe-t-il à côté de la réalité sociale ?

Non. Mais ce que les mathématiques réussissent à saisir de manière formelle est forcément limité. Je répète toujours à mes étudiants qu'il existe différents langages, aussi utiles les uns que les autres : une forme d'expression purement verbale et des instruments formels comme les mathématiques ou les graphiques. Mais il ne faut jamais faire preuve d'aveuglement par rapport aux limites de chaque méthode.



«Cette crise est peu réjouissante. Mais pour un scientifique, elle représente un objet très intéressant.»

De plus en plus de modèles économiques alternatifs sont lancés, censés réformer, voire révolutionner les sciences économiques. Ils intègrent par exemple des éléments issus de la psychologie ou de la physique. Qu'en pensez-vous ?

Le fait que l'on examine ces hypothèses est juste. Elles peuvent parfaitement s'avérer utiles et productives. Toutefois, les concepts psychologiques, tels que le «behavioural economics» ou la «limited rationality», font déjà l'objet d'intenses recherches depuis une bonne quinzaine d'années. Les capacités cognitives limitées de l'être humain, les conditions d'incertitude dans lesquelles il est contraint d'agir sans bénéficier d'informations complètes, le coût élevé de l'information, tous ces éléments sont depuis longtemps partie intégrante du «mainstream economics», de l'économie néoclassique.

Les opposants de cette économie néoclassique placeraient donc *l'homo œconomicus* sur un piédestal pour mieux le fustiger ?

Exactement, c'est un épouvantail. Les différences entre l'économie établie et les réflexions alternatives ne sont pas aussi importantes. Les critiques s'appuient sur une caricature qui n'a pas grand-chose à voir avec la réalité des sciences économiques, comme si *l'homo œconomicus* était un agent doté de compétences cognitives infaillibles, intéressé uniquement à son propre bien-être, lui-même mesuré à l'aune de sa consommation de biens matériels. Notre *homo œconomicus* n'a rien à voir avec cette caricature. Il est, par exemple, aussi altruiste et l'information dont il dispose limitée. Cela ne veut pas dire que je n'ai pas d'estime pour la dispute méthodologique et la diversité des modèles. Ces deux aspects ont leur place dans toute discipline scientifique.

La crise financière offre-t-elle aux sciences économiques un passionnant laboratoire réel ?

Cette crise est peu réjouissante. Mais pour un scientifique, elle représente effectivement un objet très intéressant. On peut en tirer beaucoup d'enseignements. Les crises ont souvent eu une grande influence sur l'évolution de la science. Celle des années 1930 a fait émerger le keynésianisme, qui a fortement influencé la politique économique ainsi que la théorie économique. La grande inflation des années 1960 et 1970 aux Etats-Unis a engendré le monétarisme. La crise actuelle influencera, elle aussi, la théorie et la pratique.

Dans quelle mesure ?

D'abord au niveau de notre compréhension du secteur bancaire et financier. La question de savoir quelle est la bonne structure pour le système financier et sa régulation doit faire l'objet d'une nouvelle réponse.

De la part du politique ou des sciences économiques ?

Des deux. L'économie a deux tâches dans ce processus: expliquer pourquoi on en est arrivé à cette crise...

...et pourquoi en est-on arrivé là ?

Pour plusieurs raisons liées entre elles: une phase trop longue de politique monétaire très expansive, des normes peu idéales en matière de fonds propres et de liquidités pour les banques ainsi que les systèmes de bonus. Mais cette crise est avant tout une crise de confiance. Les systèmes bancaires et de crédit reposent pour l'essentiel sur la confiance mutuelle. Je vous octroie un crédit parce que je pars du principe que vous me rendrez cet argent, et inversement. Le fait que la confiance se soit pareillement réduite est un cas de figure extrême. Il était certes décrit comme possible en théorie, mais on le considérait comme improbable.

Et quelle est la deuxième tâche de l'économie ?

Déterminer comment faire mieux et éviter les erreurs. Mais c'est au politique de prendre les décisions.

Que recommanderiez-vous au politique ?

De renforcer les fonds propres et les liquidités des banques, mais aussi l'efficacité

Ernst Baltensperger

Professeur émérite d'économie politique, Ernst Baltensperger est directeur du Centre d'études de la Banque nationale suisse à Gerzensee. Il a notamment enseigné à l'Ohio State University, puis aux universités de Heidelberg, Saint-Gall et Berne. Ses principaux centres d'intérêt scientifique concernent les domaines de la théorie et de la politique monétaires, ainsi que l'économie monétaire internationale. Entre 1989 et 1996, cet économiste renommé a été membre du Conseil national de la recherche du Fonds national suisse, de 1993 à 1996 en tant que vice-président de la Division sciences humaines et sociales et membre de la présidence.

«Avec ces paquets de sauvetage étatiques, nous avons des banques encore plus grandes.»

de la surveillance et de la régulation du secteur bancaire. Il faut toutefois souligner que les marchés financiers et les banques étaient déjà fortement régulés et qu'ils comptent parmi les secteurs économiques les plus soumis à régulation. L'idée propagée par les médias selon laquelle c'est la dérégulation totale qui aurait entraîné les marchés financiers dans la crise est aberrante.

Que signifie concrètement cette régulation ?
Dans la plupart des pays, les éléments centraux sont constitués par des normes sur le montant minimum des fonds propres et des réserves de liquidités, des règles sur l'obligation d'informer les autorités de surveillance des banques, ainsi que des dispositions concernant la licéité des secteurs d'activité.

Mais ce qu'il faudrait surtout faire, c'est réduire la taille des banques. La faillite d'une entreprise est la sanction infligée par le marché en raison d'un mauvais comportement. Elle contraint les acteurs du marché à se comporter de façon raisonnable et à évaluer soigneusement les risques. Mais si les Etats n'avaient pas sauvé les banques, c'est le système économique mondial qui aurait été mis en péril, avec des coûts énormes pour la société. Or le paradoxe, c'est qu'avec tous ces paquets de sauvetage étatiques, nous avons des banques encore plus grandes.

Faut-il doter les Etats de plus de compétences en matière de politique économique, maintenant qu'ils ont momentanément désamorcé la crise ?
Il est réducteur de croire que l'économie a échoué et qu'il est nécessaire de renforcer le primat du politique. Le politique est tout aussi responsable de la formation de cette bulle spéculative et de cette crise.

Dans le monde politique et dans la société, il existe une croyance, une illusion selon laquelle la sécurité absolue et le risque zéro sont possibles. Or cette chimère est en totale contradiction avec les principes fondamentaux de l'économie. Un monde sans risque n'existe pas et les risques ont un prix.

Mais au début de cette crise, il y avait bel et bien des banques d'investissement en quête de risques ?
Bien sûr. C'est cela qui a déclenché la crise. Ces derniers temps, le monde de la finance a connu d'énormes exagérations. Mais ces dernières ne sont en fin de compte que le symptôme de cette croyance que j'ai évoquée plus haut, et on les retrouve dans d'autres secteurs économiques.

Prenez la crise de l'immobilier ou l'éclatement de la bulle Internet ! Dans l'esprit des banquiers comme des simples citoyens qui se sont acheté une maison qu'ils ne pouvaient pas payer, il y avait cette idée que l'Etat finirait par régler le problème. Or l'Etat peut beaucoup, mais pas tout. L'homme a tendance à se laisser guider par l'appât du gain. Mais si en plus, il s'imagine que l'Etat sera là pour lui si les choses tournent mal, il développe un comportement négligent qui porte en lui le germe de la prochaine bulle spéculative et donc de la prochaine crise.

L'une des idées populaires veut que la crise financière ait été causée par un capitalisme financier totalement décroché de l'économie réelle. Partagez-vous cette analyse ?
Le secteur financier et l'économie réelle sont toujours emboîtés l'un dans l'autre. Les services financiers font partie intégrante de l'économie réelle. Ils s'appuient sur une main-d'œuvre humaine et sur les technologies de l'information. Leur importance pour le reste de l'économie réelle est énorme. Un monde sans système de paiement en bon état de marche, sans capitaux et autres valeurs en dépôt, sans unité de compte fiable serait un monde avec un niveau de vie bien plus bas, dans lequel nous n'aurions aucune envie de vivre.

Que dites-vous à ceux qui affirment que le néolibéralisme a échoué ?
L'idée selon laquelle le néolibéralisme serait une pensée qui refuse toute régulation et vise un marché complètement incontrôlé est fausse. L'une de ses idées centrales est que le marché a besoin d'un environnement légal qui fixe les règles du jeu. Mais il est vrai que les néolibéraux sont fondamentalement convaincus de la nécessité de limiter la régulation à certains éléments essentiels.

Le capitalisme n'est donc pas en train de déraper dans une crise majeure ?
Nous n'allons ni au-devant du naufrage du capitalisme, ni au-devant de celui de Wall Street.

Le public et les médias se livrent souvent à des interprétations qui contredisent vos connaissances scientifiques. Est-ce que cela vous énerve parfois ? Après tout, vous êtes celui qui sait...
Cela ne sert à rien de dire qu'on est celui qui sait. Ce qu'il faut, c'est mieux expliquer. Mais c'est parfois frustrant de lire les mêmes affirmations inexactes, comme cette légende concernant la dérégulation totale du secteur bancaire. Les normes sur les fonds propres dans le secteur bancaire n'ont ainsi pas cessé d'être renforcées depuis 1988. Mais elles doivent encore être clairement améliorées. ■